La concurrence fiscale entre les États européens a vécu. À l’heure de la mondialisation catalysée par le numérique, l’Union européenne ne peut plus se permettre une guerre intestine qu’elle soit fiscale ou commerciale. À titre d’exemple, l’impôt sur les sociétés est de 12,5% en Irlande, de 25% chez nous et de 33,3% en France, l’impôt sur le revenu peut monter jusqu’à 59% en Suède contre 20% en Estonie. La TVA n’est pas identique non plus en Europe.

Il est temps que chacun mette de côté sa volonté égoïste d’attirer de grandes entreprises internationales à l’intérieur de frontières étriquées à l’échelle du monde. L’Union européenne doit être pensée comme un tout afin de résister au repli sur soi étasunien et aux appétits toujours plus grands de la Chine. L’UE est un géant économique en tant qu’entité. Envisager l’Union comme telle impliquera d’abord une harmonisation fiscale entre les états membres avant tout autre pas vers une Europe plus fédérale